

## **André Fazi, analyse du sondage sur la popularité des personnalités politiques corses (Paroles de Corse, n° 12, juin 2013)**

---

### **Brèves réponses sur la popularité des personnalités politiques corses**

**Sondage et interview publiés dans *Paroles de Corse*<sup>1</sup>, n° 12, juin 2013**

**1. Les tendances semblent s'affirmer et les écarts se creuser entre les différentes personnalités depuis le sondage de septembre dernier. Comment lisez-vous ce nouveau classement ?**

**André Fazi :** En oubliant la conjoncture, je discernerais trois points principaux : 1/ la confirmation des difficultés de la droite corse, capable de remporter trois scrutins législatifs sur quatre, mais ne disposant probablement pas encore du *leader* qui lui permettrait de reconquérir le pouvoir régional ; 2/ la popularité relative des *leaders* de gauche, qui n'ont pas commis d'erreurs majeures à la tête de la CTC, mais ne sembleraient pas en mesure de répondre de façon satisfaisante à la demande de changement ; 3/ la poursuite d'un mouvement initié lors des élections territoriales de 2010 avec les 35,7% obtenus par les nationalistes, résultat qui marque un changement de statut politique, de force d'opposition à force potentiellement majoritaire. En considérant la conjoncture, il est très probable que l'incapacité à freiner la violence criminelle, la suppression de la fiscalité successorale particulière, et le blocage des processus de réforme ont eu un impact significatif au profit des nationalistes.

**2. Trois nationalistes se placent en tête du classement dont un ancien élu. La Corse / Les Corses amorcerai(en)t-elle (ils) une nouvelle phase politique ? Ou est-ce selon vous, en grande partie conjoncturel ?**

**André Fazi :** *A fortiori* en temps de crise, il est plus facile de séduire lorsqu'on est opposant. Néanmoins, la position des nationalistes a bien changé en dix ans. Leurs idées ont largement pénétré la société corse, et sont largement reprises par les représentants des partis nationaux.

---

<sup>1</sup> Concernant le sondage commenté :

- Étude réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 507 habitants de Corse âgés de 18 ans et plus. L'échantillon a été constitué selon la méthode des quotas, au regard des critères de sexe, d'âge, de catégorie socioprofessionnelle, de catégorie d'agglomération et de département de résidence. Pour cette taille d'échantillon, la marge d'incertitude est de 2 à 5 points.
- Le terrain du dernier sondage (avril) a été réalisé du 11 au 16 avril 2013.
- Total supérieur à 100, plusieurs réponses possibles.
- Réponse « aucun de ceux-là » : 16% et NSP : 3%.
- Les sondés ont effectué un choix parmi une liste d'une quarantaine de personnalités issues des résultats d'un baromètre de juin 2012. Les réponses permettent de faire émerger un Top 15.

## **André Fazi, analyse du sondage sur la popularité des personnalités politiques corses (Paroles de Corse, n° 12, juin 2013)**

---

À ce sujet, je ne crois pas qu'il y aura – du moins à court terme – de retour en arrière. En revanche, leur popularité pourrait signifier un devoir de réussite. Si les nationalistes ne parviennent pas à conquérir des lieux de pouvoir et à prouver le bien-fondé et l'efficacité de leurs politiques, leurs nouveaux électeurs pourraient s'en détourner rapidement. Ainsi, cette popularité est peut-être surtout un défi lancé à une mouvance qui demeure sujette à la fragmentation, et dont le succès des *leaders* et des thèmes ne peut masquer les faiblesses des organisations.

### **3. Quel lien établir entre popularité, notoriété et médiatisation ?**

**André Fazi :** Disons d'abord que la popularité ne conduit pas forcément au succès électoral. En tout cas, la médiatisation est indispensable tant à la notoriété (être connu) qu'à la popularité (être apprécié). Ainsi les façons de faire de la politique en Corse ont profondément changé. Parallèlement aux traditionnelles relations interpersonnelles, il existe un espace public dont l'influence est décisive sur les résultats électoraux. Malgré la force des réseaux d'élus, la relation candidat/électeur ne peut plus être intime dans un cadre régional de 320000 habitants, dont 60000 se sont installés dans l'île depuis 1999. Notons aussi que les relations interpersonnelles connaissent des modalités nouvelles, avec le renforcement considérable de la présence des acteurs politiques dans les réseaux sociaux.

### **4. Les femmes sont encore sous représentées dans le classement (4 en septembre, 2 en avril). Cette situation est-elle propre à la Corse ?**

**André Fazi :** La féminisation de la vie politique est un processus peu avancé en France, et il l'est encore moins en Corse où la logique de reproduction des élites est particulièrement solide. Or, il n'est guère possible d'être très populaire lorsqu'on occupe une position politique subalterne dans un parti et/ou dans une instance ; les premières places sont sans surprise monopolisées par les *leaders*, grands élus et/ou grands orateurs. Le cas de Maria Guidicelli, dont le travail semble pourtant apprécié, est emblématique.

### **5. Pensez-vous que l'impopularité du gouvernement et du chef de l'Etat, les « affaires » (Cahuzac, Sarkozy...) aient un impact sur le classement et la baisse de popularité de certaines personnalités ?**

**André Fazi :** Selon moi, cet impact ne peut être que très marginal sur les membres des partis nationaux. Les seuls résultats électoraux montrent que la distinction entre les sphères politiques nationale et régionale est très marquée en Corse. De plus, la culture politique corse incline fortement à une personnification des enjeux et des représentations ; plus que PRG ou UMP, on vote Paul Giacobbi ou Camille de Rocca Serra. On imagine donc mal ces derniers pâtir de la situation de personnalités nationales.

## **André Fazi, analyse du sondage sur la popularité des personnalités politiques corses (Paroles de Corse, n° 12, juin 2013)**

---

À l'inverse, la conjoncture a certainement favorisé les personnalités nationalistes, notamment celles qui ont émis les critiques les plus virulentes. C'est d'autant plus frappant que l'enquête a été menée avant la dernière saillie de M. Valls sur la culture corse. Certes, considérant son impopularité et le relief médiatique de la violence criminelle, on conçoit que le gouvernement veuille éviter tout risque politique vis-à-vis de l'île. Toutefois, l'incapacité à confondre les assassins – doublée des déclarations grossières de M. Valls –, la fin des dispositions successorales particulières, le renoncement à la Charte européenne des langues minoritaires, le rejet *a priori* de réformes envisagées par les élus insulaires, etc., ne peuvent conforter que les opposants les plus résolus à l'actuel système de relations entre l'État et la Corse.